

Souveraineté La Solution inc.

Les ontariens ont commencé à subir les coupures: pas d'augmentations pour les éducateurs qui gagnent un salaire de plus de \$200000.00, et pour ceux qui ont un revenu inférieur à \$200000.00: pas de droit de grève pour deux ans.

L'usine de Brier, division Ontario, a demandé à ses employés des réductions de plus \$4.00 de l'heure, maximum 4 semaines de vacances, pas le droit de tasser un employé de séniorité inférieure à soi, plus de sous-traitance, etc.

Si l'Ontario (Haut Canada, jadis) se discipline et tient la ligne dure pendant cinq ans, en coupant dans les services et en augmentant ses revenus, les déficits accumulés ajoutés à la dette d'aujourd'hui nécessiteront plus de 50% du produit intérieur brut seulement pour les intérêts de la dette.

L'Ontario, qui contrôle toutes les régions du Canada par l'entremise d'Ottawa, contrôle la Caisse de dépôts et de placements du Québec, ce sont nos épargnes, notre argent. Le parti libéral au Québec d'allégeance fédéraliste a placé ses pions, dont le président de la Caisse de dépôts et de placements, lui qui est né à l'extérieur du Québec, qui est fédéraliste ainsi que Thierry Vendal, président d'Hydro Québec. Pour créer une diversion, les libéraux parlent du surplus d'Hydro Québec et de facturation. Le président de Québécor a fait un emprunt à la Caisse de dépôts et de placements, il y a quelques années et il a fallu passer par Toronto Ontario, ceci veut tout dire. Si nous ne voulons pas être dévalisés comme nos ancêtres de 1840, il faut agir vite. Dites à votre famille québécoise de ne pas voter pour le parti libéral à la prochaine élection générale.

Solution:

Que tout vote de partis reconnus par le DGE, comptabilisé lors d'une élection générale, qui ont la souveraineté (indépendance) dans leurs statuts ou plate-forme électorale, soit compilé et le résultat soit automatiquement envoyé à chacun des chefs élus ou pas ou à leurs représentants et soit déposé à l'Assemblée Nationale et que la lecture soit faite à l'ouverture de la première session par le chef du parti au pouvoir, et que le tout soit un ordre venant du peuple québécois qui exige une discussion sur les enjeux de l'indépendance du Québec pendant trois jours et à la fin de ceux-ci un vote sur le sujet d'un Québec pays.

Suggestion:

Toute personne inscrite sur la liste électorale et qui n'exerce pas son droit de vote ou annule son vote, sera perçue comme favorable à l'indépendance du Québec et son vote sera comptabilisé de la même manière que les partis qui ont la souveraineté (indépendance) dans leurs statuts ou plate-forme électorale. Le gouverneur de l'état de New York en 1776, lors du vote sur l'indépendance des états de la Nouvelle-Angleterre, était absent et son abstention a été perçue comme favorable à l'indépendance.

